



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1993 B 14851

Numéro SIREN : 393 095 757

Nom ou dénomination : BNP PARIBAS MARTINIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 25/08/2016 sous le numéro de dépôt 85710

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 25-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R085710

N° GESTION : 1993B14851

N° SIREN : 393095757

DENOMINATION : BNP PARIBAS MARTINIQUE

ADRESSE : 1 BLD HAUSSMANN 75009 PARIS

DATE D'ACTE : 27-07-2016

TYPE D'ACTE : Procès-verbal d'assemblée générale mixte

NATURE D'ACTE : Nomination(s) d'administrateur(s)

BNP PARIBAS MARTINIQUE
Société Anonyme au capital de 6 723 360 euros
Siège Social : 1 boulevard Haussmann - 75009 PARIS
393 095 757 R.C.S. PARIS

**Procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte à caractère Ordinaire et Extraordinaire
du 27 juillet 2016**

L'an deux mil seize, le 27 juillet, les actionnaires de BNP PARIBAS MARTINIQUE se sont réunis, par visioconférence, en Assemblée Générale Mixte à caractère Ordinaire et Extraordinaire, à 14 heures, (heure de Paris), dans les locaux de BNP PARIBAS, 20 Boulevard des Italiens, Paris (9^{ème}), et à 8 heures (heure de Martinique), dans les locaux de la banque, 72 av des Caraïbes à Fort de France, sur convocation du Conseil d'administration par lettre adressée le 11 juillet 2016 à chaque actionnaire.

M. Bruno PETIT, Président du Conseil d'administration déclare la séance ouverte.

Le Président précise qu'une feuille de présence a été émarginée, lors de leur entrée en séance, par chaque membre de l'Assemblée.

Il est ensuite procédé à la constitution du Bureau de l'Assemblée. M. Bruno PETIT, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'Assemblée. BNP PARIBAS représentée par Monsieur Bruno PETIT, qui tant par lui-même que comme mandataire représente le plus grand nombre d'actions, est appelé comme scrutateur et accepte cette fonction. M. Alain MARANT est désigné comme Secrétaire.

La société DELOITTE & Associés et la société MAZARS, Commissaires aux comptes de la société ont été régulièrement convoqués. M. Marc ARHOUL, représentant la société DELOITTE & Associés et Madame RAMAROSAN, représentant la société MAZARS, sont présents à l'Assemblée.

Le Comité d'entreprise a été informé de la convocation des actionnaires en Assemblée Générale Mixte à caractère Ordinaire et Extraordinaire.

Monsieur Thierry FOUCAUD, Directeur Général, assiste également à l'Assemblée.

Le Président rappelle que cette réunion, tenue sur première convocation, requiert selon des dispositions statutaires et légales, pour sa partie ordinaire, un quorum du cinquième des 840.420 actions ayant le droit de vote et pour sa partie extraordinaire, un quorum du quart des 840.420 actions ayant le droit de vote.

Il constate que la feuille de présence établie et tenue à la disposition des membres du Bureau permet de vérifier que les actionnaires présents ou représentés possèdent 840.420 actions, soit un nombre d'actions égal à 100 % des actions ayant le droit de vote.

Il constate que le quorum requis est atteint.

Le Président dépose sur le bureau et tient à la disposition des membres de l'Assemblée les pièces relatives à la présente séance :

- a) les copies des lettres de convocation adressées à chacun des actionnaires comprenant notamment l'ordre du jour et le texte des résolutions ainsi que celles adressées sous la forme recommandée aux Commissaires aux comptes accompagnées des avis de réception,
- b) la copie de la lettre adressée à M. le Secrétaire du Comité d'entreprise l'informant de la tenue de cette Assemblée,
- c) la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés,
- d) le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée,
- e) Le rapport des commissaires aux apports et le traité d'apport du 27 juin 2016,
- f) Les courriers de l'ACPR en date du 24 mars 2016 et de la BCE en date du 20 juin 2016,
- g) la liste des actionnaires nominatifs,
- h) le texte des résolutions proposées à l'Assemblée,
- i) un exemplaire des statuts,
- j) les documents adressés aux actionnaires à leur demande ou mis à leur disposition avant l'Assemblée.

Le Président déclare en outre que les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements devant être communiqués aux actionnaires ont été tenus à leur disposition au siège social dans les conditions et délais fixés par ces textes. Il précise que la société n'a été saisie d'aucune demande d'envoi de documents.

L'Assemblée générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que la présente Assemblée a été convoquée à ce jour, heure et lieu, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant (étant précisé qu'aucune demande d'inscription de points à l'ordre du jour n'a été présentée par des actionnaires, ni par le Comité d'Entreprise) :

De la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

1. Nomination d'un nouvel administrateur

De la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

2. Approbation du traité d'apport en nature ; approbation de l'apport, de son évaluation et de sa rémunération
3. Augmentation de capital consécutive à l'apport en nature
4. Approbation de la prime d'Apport
5. Modification corrélative des statuts de la Société
6. Constatation de la réalisation de l'Apport et pouvoirs conférés au Directeur général de la Société
7. Pouvoirs pour formalités

Le Président présente le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée.

Le Président déclare alors la discussion ouverte.

Il constate qu'il a été répondu au cours de cette discussion à l'ensemble des questions relevant de l'ordre du jour. Il invite les actionnaires à passer au vote des résolutions.

PREMIERE RESOLUTION ***Nomination d'un nouvel administrateur***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, nomme en qualité d'administrateur à effet du 1^{er} octobre 2016 et pour une durée de 6 ans Monsieur Michel Keller.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

DEUXIEME RESOLUTION ***Approbation du traité d'apport en nature ; approbation de l'apport, de son évaluation et de sa rémunération***

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires et après avoir pris connaissance (i) du rapport du Conseil d'administration, (ii) du rapport du Commissaire aux apports et (iii) du traité d'apport en nature conclu entre la Société et BNP Paribas, société anonyme au capital de 2.492.770.306,00 euros, dont le siège social est sis 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 662 042 449 (BNP Paribas), et signé le 27 juin 2016 (le **Traité**), aux termes duquel il est convenu que BNP Paribas fasse apport à la Société, à titre d'apport en nature, de l'intégralité des actions de BNP Paribas Guadeloupe, société anonyme au capital de 49.459.200,00 euros dont le siège social est sis 1 boulevard Haussmann et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 395 059 447, (soit 3.091.194 actions) et de l'intégralité des actions de BNP Paribas Guyane, société anonyme au capital de 5.600.000,00 euros dont le siège social est sis 2, place Victor Schoëlcher, 97300 Cayenne et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Cayenne sous le numéro 303 195 432, (soit 328.996 actions) qu'elle détient (les **Actions**) (l'**Apport**) :

- constate que l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et la Banque Centrale Européenne ont donné leur agrément autorisant la réalisation de la restructuration envisagée par le groupe BNP Paribas afin de rationaliser son organigramme outre-mer consistant en la réalisation de l'**Apport** ;
- constate que seule demeure la condition suspensive portant sur l'approbation du **Traité** par l'Assemblée Générale de la Société ;
- constate que les **Actions** sont évaluées à une valeur nette globale de 7.511.120,00 euros ;
- approuve dans toutes ses dispositions le **Traité** susvisé, et, en conséquence, sous les conditions y stipulées, l'**Apport en nature** consenti par BNP Paribas à la Société, son évaluation et sa rémunération consistant en l'attribution à BNP Paribas de 888.245 actions nouvelles de 8 euros

de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées et portant jouissance à compter de leur émission, à créer par la Société à titre d'augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés, BNP Paribas ne prenant pas part au vote.

TROISIEME RESOLUTION

Augmentation de capital consécutive à l'apport en nature

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, par suite de la décision qui précède, décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 7.105.960 euros pour le porter de 6.723.360 euros, son montant actuel, à 13.829.320 euros, par la création de 888.245 actions nouvelles de 8 euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées et intégralement attribuées à BNP Paribas en rémunération de son Apport.

Ces 888.245 actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et jouiront des mêmes droits que les actions anciennes, à compter de la date des présentes.

Elles seront toutes négociables à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

QUATRIEME RESOLUTION

Approbation de la prime d'Apport

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir constaté que la différence entre d'une part, la valeur de l'Apport (soit 7.511.120 euros) et d'autre part, la valeur nominale des actions effectivement créées à titre d'augmentation de capital par la Société en rémunération de l'Apport (soit 7.105.960 euros) constitue une prime d'apport d'un montant de 405.160 euros :

- approuve les stipulations du Traité relatives à la prime d'apport d'un montant de 405.160 euros ;
et
- autorise le Directeur général de la Société à procéder à tout prélèvement sur la prime d'apport en vue d'imputer tout ou partie des charges, frais et droits résultant de l'Apport et de reconstituer, au passif de la Société, les réserves existants au bilan de la Société, ainsi que toutes autres réserves ou provisions dont la reconstitution s'avérerait nécessaire (cette reconstitution pourra, s'il y a lieu, être complétée par utilisation de tout autre poste de primes et réserves) et de doter la réserve légale pour le soide.

CINQUIEME RESOLUTION
Modification corrélatrice des statuts de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide, en conséquence des décisions qui précèdent, de modifier l'article 5 des statuts et de le remplacer par la rédaction suivante :

« **ARTICLE 5 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à 13.829.320 euros ; il est divisé en 1.728.665 actions de 8 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

SIXIEME RESOLUTION
Constatation de la réalisation de l'Apport et pouvoirs conférés au Directeur général de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate qu'à l'issue de ces décisions, l'opération d'Apport et l'augmentation de capital social en résultant se trouvent définitivement réalisées.

Il donne tous pouvoirs au Directeur général de la Société à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport par lui-même ou par un mandataire par lui désigné, et en conséquence :

- de réitérer, si besoin est et sous toutes forme, l'Apport effectué par BNP Paribas à la Société, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission des Actions apportées par BNP Paribas à la Société ;
- de remplir toutes formalités, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque ; en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances ;
- prendre, en tant que de besoin, toutes dispositions d'ordre comptable ou fiscal consécutives à l'Apport ; et
- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, dont notamment la déclaration de conformité visée par l'article L.236-6 du Code de commerce, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

SEPTIEME RESOLUTION
Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prescrits par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

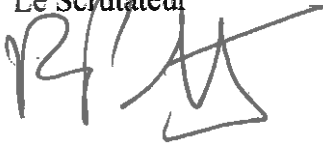
Le Président constate que l'ordre du jour est épuisé et que plus personne ne demande la parole. Il lève la séance à 14H30 (heure de Paris) et à 8h30 (heure de Martinique). Il est mis fin à l'Assemblée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du Bureau après lecture.

Le Président



Le Scrutateur



Le secrétaire



Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 09/08/2016 Borderaux n°2016/1 078 Case n°88

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent administratif des finances publiques

Est 7317



Jérôme LA LANDE
Agent administratif principal des finances publiques.

TRAITE D'APPORT EN NATURE

ENTRE

BNP PARIBAS

(l'Apporteuse)

ET

BNP PARIBAS MARTINIQUE

(la Bénéficiaire)

27/06/2016

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- (1) **BNP PARIBAS**, société anonyme au capital de 2.492.372.484 euros, dont le siège social est sis 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 662 042 449, représentée par Marie-Claire CAPOBIANCO et Bruno PETIT, dûment habilité aux fins des présentes,

(l'Apporteuse)

D'UNE PART

ET :

- (2) **BNP PARIBAS MARTINIQUE**, société anonyme au capital de 13.446.720 euros, dont le siège social est sis 1 boulevard Haussmann, 75009 Paris, immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 393 095 757, représentée par son Directeur Général Monsieur Thierry Foucaud, dûment habilité aux fins des présentes,

(la Bénéficiaire)

D'AUTRE PART

L'Apporteuse et la Bénéficiaire sont ci-après dénommées individuellement une **Partie** et collectivement les **Parties**.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

EXPOSE

- (A) L'Apporteuse détient :
- (i) 3.091.194 actions (les **Actions BNPP Guadeloupe**) représentant 99,99% du capital et des droits de vote de la société BNP Paribas Guadeloupe, société anonyme au capital de 49.459.200 euros dont le siège social est sis 1 boulevard Haussmann et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 395 059 447 (**BNPP Guadeloupe**), et
 - (ii) 328.996 actions (les **Actions BNPP Guyane**) représentant 94% du capital et des droits de vote de la société BNP Paribas Guyane, société anonyme au capital de 5.600.000 euros dont le siège social est sis 2, place Victor Schoëlcher, 97300 Cayenne et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Cayenne sous le numéro 303 195 432 (**BNPP Guyane**), BNPP Guyane et BNPP Guadeloupe étant ci-après collectivement dénommées les **Sociétés** et individuellement une **Société**,
- (B) L'opération d'apport objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation visant à simplifier et rationaliser la structure du groupe BNP Paribas outre-mer.
- (C) L'Apporteuse souhaite réaliser un apport en nature en faveur de la Bénéficiaire (l'**Apport**), de l'intégralité des Actions BNPP Guadeloupe et des Actions BNPP Guyane (ensemble les **Actions**) dans les termes et conditions du présent Traité (le **Traité**). La Bénéficiaire souhaite devenir

propriétaire des Actions détenues par l'Apporteuse dans les Sociétés en échange d'actions nouvelles de la Bénéficiaire.

- (D) Par Ordonnance du Président du Tribunal de commerce de Paris en date du 16/03/2016, Monsieur Olivier Peronnet et Madame Agnès Piniot ont été nommés en qualité de commissaires aux apports (les **Commissaires aux Apports**).
- (E) A l'effet de réaliser l'opération d'Apport susvisée, les Parties ont établi le présent Traité qui a pour objet de déterminer les modalités de l'Apport des Actions de la Société par l'Apporteuse à la Bénéficiaire.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. CARACTERISTIQUES DES SOCIETES PARTICIPANTES

1.1 L'Apporteuse

BNP Paribas est une société anonyme immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 662 042 449. Son capital social s'élève actuellement à 2.492.770.306,00 euros divisé en 1.246.385.153,00 actions d'une valeur nominale de 2 euros chacune, entièrement libérées.

Son siège social est situé 16 Boulevard des Italiens, 75009 Paris.

BNP Paribas a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit ayant reçu l'agrément du Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement en tant qu'établissement de crédit, de fournir ou d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- tous services d'investissement,
- tous services connexes aux services d'investissement,
- toutes opérations de banque,
- toutes opérations connexes aux opérations de banque,
- toutes prises de participations,

au sens du Livre III, Titre Ier relatif aux opérations de banque et Titre II relatif aux services d'investissement et leurs services connexes, du Code monétaire et financier.

BNP Paribas peut également à titre habituel, dans les conditions définies par la réglementation bancaire, exercer toute autre activité ou effectuer toutes autres opérations que celles visées ci-dessus et notamment toutes opérations d'arbitrage, de courtage et de commission.

D'une façon générale, BNP Paribas peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

1.2 La Bénéficiaire

BNP Paribas Martinique est une société anonyme immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 393 095 757. Son capital social s'élève actuellement à 13.446.720 euros divisé en 840.420 actions d'une valeur nominale de 16 euros chacune, entièrement libérées. Une réduction de capital par réduction de la valeur nominale des actions de 16 à 8 euros a été votée en date du 11 mai 2016. Le délai d'opposition des créanciers n'a pas expiré à la date de signature du présent traité.

Son siège social est situé 1 Boulevard Haussmann, 75009 Paris.

BNP Paribas Martinique a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit ayant reçu l'agrément de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) en tant qu'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, de fournir ou d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- tous services d'investissement conformément à l'agrément délivré par l'ACP,
- tous services connexes aux services d'investissement,
- toutes opérations de banque,
- toutes opérations connexes aux opérations de banque,
- toutes prises de participations,

au sens du Livre III, Titre Ier relatif aux opérations de banque et Titre II relatif aux services d'investissement et leurs services connexes, du Code monétaire et financier.

BNP Paribas Martinique peut également à titre habituel, dans les conditions définies par la réglementation bancaire, exercer toute autre activité ou effectuer toutes autres opérations que celles visées ci-dessus et notamment toutes opérations d'arbitrage, de courtage et de commission et en particulier de courtage en assurances.

D'une façon générale, BNP Paribas Martinique peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

1.3 Origine de propriété des Actions

L'Apporteuse déclare qu'elle est et restera propriétaire jusqu'à la Date de Réalisation (tel que ce terme est défini ci-dessous) de la totalité des Actions dont l'apport est envisagé.

2. REGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

L'Apport objet du Traité est soumis au régime juridique des apports en nature de droit commun prévu par l'article L. 225-147 du Code de commerce.

Au plan fiscal, l'Apport objet du présent Traité est placé sous le régime défini à l'article 8 ci-dessous.

3. CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

3.1 Désignation des apports

L'Apporteuse apporte à la Bénéficiaire, sous les conditions suspensives stipulées à l'article 5 ci-après, la pleine et entière propriété de 3.091.194 actions de BNP Paribas Guadeloupe et de 328.996 Actions de BNP Paribas Guyane entièrement libérées ce que la Bénéficiaire accepte, moyennant la rémunération stipulée à l'article 4 ci-après.

3.2 Evaluation des apports

L'Apport constitue un apport de titres de participation représentatifs du contrôle de chaque Société. Conformément aux dispositions du règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général, et compte tenu des situations de contrôle au moment de l'opération d'Apport, les Actions apportées doivent être évaluées à leur valeur nette comptable telle que figurera dans les comptes de la Société Apporteuse à la Date de Réalisation, soit pour une valeur cumulée de 7.511.120 euros, telle que décrite en annexe 1.

Le détail de l'évaluation des apports se décompose comme suit :

	Brut	Provisions	Net
BNPP Guadeloupe	49.155.206	48.036.008	1.119.198
BNPP Guyane	16.929.419	10.537.497	6.391.922

Les Parties prennent acte et conviennent que la valorisation des Actions fera l'objet d'une vérification par les Commissaires aux Apports conformément aux dispositions des articles L. 225-147, R. 225-136 et R. 225-8 du Code de commerce.

4. REMUNERATION DES APPORTS

4.1 Augmentation de capital de la Bénéficiaire

La rémunération de l'Apport prend en compte :

- (i) la valeur réelle totale de l'Apport soit 7.511.120 euros, soit 1.119.198 euros pour les Actions BNPP Guadeloupe et 6.391.922 euros pour les Actions BNPP Guyane, et
- (ii) la valeur réelle de la Bénéficiaire soit 7.106.720 euros pour 840.420 actions, soit une valeur réelle de la Bénéficiaire d'environ 8,46 euros par action tel qu'il résulte des travaux d'évaluation mis en œuvre selon les méthodes mentionnées en annexe 2.

L'Apport des Actions est consenti par l'Apporteuse et accepté par la Bénéficiaire, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées à l'article 5, en contrepartie de l'attribution à l'Apporteuse de 888.245 actions nouvelles de 8 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à créer par la Bénéficiaire à titre d'augmentation de son capital pour un montant de 7.105.960 euros (les Actions Emises), soit :

- 132.354 Actions Emises pour 3.091.194 Actions BNPP Guadeloupe apportées, et
- 755.891 Actions Emises pour 328.996 Actions BNPP Guyane apportées.

Les Actions Emises seront émises à la valeur nominale par le Bénéficiaire à la Date de Réalisation à titre d'augmentation de capital réservée à l'Apporteuse.

En conséquence de cet Apport, et après réduction du capital de la Bénéficiaire par division du nominal tel que mentionnée aux conditions suspensives (§5), le capital social de la Bénéficiaire sera porté de 6.723.360 euros à 13.829.320 euros.

4.2 Propriété et jouissance des Actions Emises

Les Apporteurs auront la pleine propriété des Actions Emises dès la réalisation définitive de l'Apport, à savoir au jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives visées à l'article 5 ci-dessous (la **Date de Réalisation**).

Les Actions Emises porteront jouissance à compter de la Date de Réalisation.

A compter de la Date de Réalisation, les Actions Emises seront entièrement assimilées aux actions de la Bénéficiaire déjà existantes. Elles jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges notamment en ce qui concerne le bénéfice, les exonérations ou l'imputation de toutes charges fiscales. Elles seront en outre soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales de la Bénéficiaire.

Enfin, les Actions Emises seront négociables dès la Date de Réalisation.

4.3 Prime d'apport

La différence soit 405.160 euros entre, d'une part, la valeur de l'Apport telle que déterminée à l'article 3, soit 7.511.120 euros, et d'autre part, la valeur nominale des actions effectivement créées à titre d'augmentation de capital par la Bénéficiaire en rémunération de l'Apport, soit 7.105.960 euros, constitue le montant de la prime d'apport (la **Prime**) qui sera inscrite sur un compte spécial du bilan de la Bénéficiaire et sur laquelle porteront les droits de tous les actionnaires anciens et nouveaux de la Bénéficiaire.

Il sera proposé à l'assemblée générale de la Bénéficiaire appelée à statuer sur l'Apport d'approuver les stipulations ci-dessus relatives à la détermination du montant de la Prime ainsi que de statuer sur son affectation. Il sera également proposé à l'assemblée générale de la Bénéficiaire, appelée à approuver l'apport, d'autoriser le Président à procéder à tout prélèvement sur la Prime en vue d'imputer tout ou partie des charges, frais et droits résultant de l'apport et de reconstituer, au passif de la Bénéficiaire, les réserves existant au bilan de la Bénéficiaire, ainsi que toutes autres réserves ou provisions dont la reconstitution s'avérerait nécessaire (cette reconstitution pourra, s'il y a lieu, être complétée par utilisation de tout autre poste de primes et réserves) et de doter la réserve légale pour le solde.

5. CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport faisant l'objet du présent Traité est soumis aux conditions suspensives suivantes (les **Conditions Suspensives**) :

- (i) l'établissement d'un rapport des Commissaires aux Apports comportant l'appréciation de la valeur de l'Apport conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce ;
- (ii) La réalisation définitive de l'opération de réduction de capital de BNPP Martinique d'un montant de 6.723.360 euros par réduction de la valeur nominale de chaque action de 16 euros à 8 euros en contrepartie de la dotation d'une prime d'émission de 6.723.360 euros,
- (iii) l'approbation par l'assemblée générale de la Bénéficiaire (i) de l'Apport des Actions selon les termes et conditions prévus par le présent Traité et (ii) de l'augmentation de capital en résultant.

Si lesdites conditions suspensives ne sont pas réalisées au plus tard le 30 septembre 2016, le Traité sera considéré de plein droit comme nul et non avenue.

6. DECLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUSE

L'Apporteuse déclare et garantit à la Bénéficiaire que les déclarations et garanties ci-après seront exactes à la Date de Réalisation de l'Apport des Actions :

- (i) les Actions lui appartiennent en propre pour les avoir reçues, acquis et/ou souscrites, la propriété desdites Actions résultant de leur inscription en compte dans les livres de chacune des Sociétés ;
- (ii) les Actions sont libres de tout nantissement conventionnel ou judiciaire, sûreté, droit ou réclamation de tiers, quels qu'ils soient ;
- (iii) la transmission des Actions n'est pas subordonnée à un quelconque accord ou agrément qui n'aurait pas été préalablement obtenu ;
- (iv) les Sociétés ne font pas l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ou de toute procédure équivalente ; et
- (v) avoir la pleine capacité pour en disposer sur sa simple signature.

7. CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT

7.1 Les Parties acceptent que l'Apport soit réalisé sous les conditions suivantes :

- (i) la Bénéficiaire aura la jouissance des Actions à compter de la Date de Réalisation. A compter de cette même date, les actions nouvelles seront assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales dès leur création ;
- (ii) la Bénéficiaire prendra les Actions apportées dans l'état où elles se trouvent lors de son entrée en jouissance, renonçant dès maintenant à exercer tout recours contre l'Apporteuse, pour quelque motif que ce soit ;
- (iii) la Bénéficiaire s'engage irrévocablement à exécuter l'ensemble des formalités légales afférentes requises par la loi et par les textes réglementaires en vigueur dans le cadre de l'Apport ; et

- (iv) L'Apporteuse s'interdit formellement jusqu'à la Date de Réalisation, si ce n'est avec l'agrément de la Bénéficiaire, d'accomplir tout acte de disposition relatif aux Actions et de signer tout accord, traité ou engagement quelconque les concernant.

7.2 L'Apporteuse ne confère aucune autre garantie à la Bénéficiaire que les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière et celles mentionnées à l'article 6 au titre de l'Apport des Actions. En conséquence, la Bénéficiaire prendra les Actions transmises sans pouvoir exercer de recours pour une quelconque autre cause que ce soit contre l'Apporteuse.

8. REGIME FISCAL

8.1 Déclarations générales

Les représentants de la Bénéficiaire et de l'Apporteuse obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes résultant de la réalisation définitive de l'Apport.

8.2 Au titre de l'impôt sur les sociétés

L'Apport prendra effet, sur le plan fiscal, le 1^{er} janvier 2016. Les Actions représentent plus de 50%, du capital de chacune des Sociétés et sont donc respectivement assimilées à une branche complète d'activité pour l'application des dispositions de l'article 210-B du code général des impôts (CGI).

L'Apporteuse et la Bénéficiaire, toutes deux des sociétés anonymes soumises de plein droit à l'impôt sur les sociétés, déclarent placer l'Apport sous le bénéfice du régime de faveur prévu aux articles 210 A et 210 B du CGI.

En conséquence de ce qui précède, les Parties s'engagent expressément, chacune en ce qui la concerne, à respecter et à remplir l'ensemble des obligations et conditions prévues par ces dispositions, ainsi que par les textes réglementaires y afférents, et notamment dans les termes suivants.

L'Apporteuse s'engage :

- (i) à conserver pendant trois ans les titres de la Bénéficiaire qui lui seront remis en contrepartie de l'Apport ;
- (ii) à calculer ultérieurement les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les Actions avaient, du point de vue fiscal, dans ses propres écritures ;
- (iii) à joindre à sa déclaration de résultats de l'exercice de l'année d'apport, et des suivants, l'état de suivi des plus-values prévu à l'article 54 septies du CGI, celui-ci comprendra :
 - (iv) – au titre de l'exercice de l'année d'apport, les éléments apportés et les titres reçus en échange ;
 - (v) – et pour les exercices suivants, les titres reçus en échange.

La Bénéficiaire s'engage :

- (vi) à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez l'Apporteuse et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'Apport ;
- (vii) à se substituer, le cas échéant, à l'Apporteuse pour la réintégration des résultats et plus-values dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de chez cette dernière ;
- (viii) à calculer les plus-values ultérieurement réalisées à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables d'après la valeur que ces mêmes immobilisations avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse ;
- (ix) à réintégrer dans ses bénéfices imposables, selon les modalités prévues à l'article 210 A-3-d du CGI, les plus-values éventuellement dégagées lors de l'Apport sur les biens amortissables, le tout sans omettre de rattacher au résultat de l'exercice même de cession la fraction non encore taxée des plus-values afférentes à ceux de ces biens qui auront été cédés avant l'expiration de la période de réintégration ;
- (x) à inscrire à son bilan les éléments d'actif autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse, et à reprendre à son bilan les écritures comptables de l'Apporteuse afférentes à ces éléments (prix de revient, provisions). A défaut, la Bénéficiaire devra comprendre dans les résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'Apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse ;
- (xi) Afin de satisfaire aux conditions exigées en vue de bénéficier du régime de faveur applicable aux apports partiels d'actifs réalisées sur la base des valeurs nettes comptables, les Actions seront comptabilisées par la Bénéficiaire, en distinguant leur coût d'entrée et provisions pour dépréciation à la date d'effet de l'Apport, conformément au paragraphe 30 du BOI-IS-FUS-10-20-50-20120912.
- (xii) En outre, la Bénéficiaire déclare se substituer dans tous les engagements qu'auraient pu prendre l'Apporteuse à l'occasion d'opérations antérieures de fusion, apport partiel d'actifs ou dissolution sans liquidation soumises aux dispositions des articles 210 A à 210 C du CGI et qui se rapporteraient à des éléments transmis au titre du présent Apport.

Enfin, la Bénéficiaire et l'Apporteuse s'engagent :

- (i) à joindre à leur déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître, pour chaque nature d'élément compris dans l'Apport les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable en cas de cession ultérieure des éléments considérés, conformément à l'article 54 *septies* I et à l'article 38 *quindecies* I et II de l'annexe III du CGI ; et
- (ii) en ce qui concerne la Bénéficiaire, à tenir, le registre spécial des plus-values prévu par l'article 54 *septies* II du CGI jusqu'à la fin de la troisième année suivant celle de la sortie de l'actif du dernier bien figurant sur ledit registre.

8.3 Droits d'enregistrement

Au regard des droits d'enregistrement, l'Apporteuse et la Bénéficiaire déclarent que l'opération d'Apport intervenant entre deux sociétés françaises soumises à l'IS et portant sur des titres assimilés

à une branche complète d'activité, sera soumise au droit fixe de 500 euros prévu à l'article 817 du CGI.

9. DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Formalités

La Bénéficiaire effectuera dans les délais légaux toutes les formalités légales de publicité relatives à l'Apport objet du Traité. La Bénéficiaire fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires dans toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les Actions.

9.2 Opposabilité aux tiers

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-1 du Code de commerce, l'Apport des Actions sera opposable à la Société dès inscription en compte de l'Apport, au profit de la Bénéficiaire, dans le registre de mouvement de titres de la Société.

L'Apport ne sera opposable aux tiers qu'après accomplissement des formalités requises par le Code de commerce et après publicité auprès du Registre du Commerce et des Sociétés compétent.

9.3 Affirmation de sincérité

Les Parties soussignées affirment, sous les peines édictées par la loi, que le présent Traité exprime l'intégralité de la valeur des Actions apportées.

9.4 Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation, et ce compris les droits d'enregistrement, seront supportés par la Bénéficiaire.

9.5 Election de domicile

Pour l'exécution du Traité, chacune des parties fait élection de domicile en son siège social, tel que figurant en tête des présentes.

9.6 Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie du Traité pour accomplir toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, publications et autres.

10. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Le Traité sera régi et interprété selon le droit français. Tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du Traité et de ses suites relèveront de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.

Fait à Paris, le 27 juin 2016

En cinq exemplaires originaux dont un (1) pour enregistrement, deux (2) pour formalités, un (1) pour la Bénéficiaire et un (1) pour l'Apporteuse.



BNP Paribas
Représentée par Bruno PETIT

BNP Paribas
Représentée par Marie-claire Capobianco



BNP Paribas Martinique
Représentée par Thierry FOUCAUD

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'F' followed by a series of loops and a final vertical stroke, positioned below the printed name.

ANNEXE 1

Evaluation des apports

(Détailler pour chaque ligne de titres)

→ Synthèse des valorisations retenues

	Brut	Provisions	Net
BNPP Guadeloupe	49.155.206	48.036.008	1.119.198
BNPP Guyane	16.929.419	10.537.497	6.391.922

→ Détail du calcul des valorisations

Valorisation, opérations pré-apport et parités d'apport

	BNPP Martinique	BNPP Guadeloupe	BNPP Guyane
Valorisation retenue pour parités apport - avant opérations pré apport	0,1	41,3	6,3
Nombre d'actions constituant le capital social	402 500	402 500	350 000
Nominal des actions - €	16	16	16
Capital social - M€	6,44	6,4	5,6

Opérations pré-apport

Augmentation de capital et réduction du nominal BNPP Martinique	BNPP Martinique
Augmentation de capital social - M€	7,1
Augmentation de capital social au nominal : nombre actions créées	437 920
Nombre d'actions BNPP Martinique après augmentation de capital	840 420
Capital social post opération - M€	13,4
Nominal des actions - €	16

Nominal actions BNPP Martinique après réduction	8
Réduction de capital social - M€	-6,7
Prime d'émission - M€	6,7
Nouveau nombre d'actions BNPP Martinique total	840 420
Capital social post opération - M€	6,7

Augmentation de capital de BNPP Guadeloupe

Augmentation de capital BNPP Guadeloupe pré-apports - M€	
Nombre actions créées (au nominal)	
Nombre actions BNPP Guadeloupe après augmentation de capital	

BNPP Guadeloupe
43,0
2 688 700
3 091 200

Opérations d'apport

Opération n° 1: apport des titres BNPP Guadeloupe à BNPP Martinique

	BNPP Martinique	BNPP Guadeloupe (100%-6)	BNPP Guyane (94%-4)
Valorisation retenue pour la parité d'apport - M€	7,1	1,1	6,4
Nombre d'action total après opérations pré-apport	840 420	3 091 194	328 996
Valeur mathématique par titre pour parité d'apport - €	8,46	0,36	19,43

Nombre de titres BNPP Martinique à créer	132 353
Augmentation de capital correspondante au nominal - M€	1,06
Valeur d'apport des titres (à valeur comptable) - M€	1,12
Nombre d'actions BNPP Martinique post apport Guadeloupe	972 773
Prime d'apport	0,1

Opération n° 2: apport des titres BNPP Guyane à BNPP Martinique

	BNPP Martinique + Guad.	BNPP Guyane (94%-4)
Valorisation retenue pour la parité d'apport - M€	8,2	6,4
Nombre d'action total après apport BNPP Guadeloupe	972 773	328 996
Valeur mathématique par titre pour parité d'apport - €	8,46	19,43

Nombre de titres BNPP Martinique à créer	755 890
Augmentation de capital correspondante (au nominal) - M€	6,0
Valeur d'apport des titres (à valeur comptable) - M€	6,4
Nombre d'actions BNPP Martinique post apport Guyane	1 728 663
Prime d'apport	0,3

Capital social BNPP Martinique post apports	13,8
Prime d'apport BNPP Martinique post apports	0,4

ANNEXE 2

(Méthode d'évaluation)

A- METHODE RETENUE POUR LA VALORISATION

La méthode DDM est considérée comme la plus pertinente si le BP présente un RN normalisé positif :

➤ DDM

- La méthode des dividendes actualisés (discounted dividend model "DDM") est une approche intrinsèque basée sur le business plan (BP) de la société.
- Elle est :
 - Basée sur les business plans fournis par les équipes de management de BDFF
 - Considérée comme la méthode de valorisation la plus précise prenant en compte les spécificités des entités évaluées (croissance, profitabilité, solvabilité etc.)
- La limite de cette méthode est qu'un résultat net normalisé négatif n'a pas de sens, cela reviendra à investir dans une société demandant aux actionnaires de payer un dividende indéfiniment à partir de l'année de normalisation.

➤ ANR

- La méthode de l'actif net réévalué ou corrigé (ANR), ou somme des parties correspond à une réévaluation des données patrimoniales est la détermination de la juste valeur des différents actifs et passifs tout en excluant les non valeurs.
- L'avantage de cette méthode est que si une entité a des actifs au bilan qui présentent un écart significatif avec sa valeur de marché, l'ANR le prend en compte (c'est le cas ici avec la détention de la participation de 10% de Canal+ Antilles sous-évaluée dans les comptes de BNPP Martinique)
- L'autre avantage par rapport au DDM est qu'elle ne repose pas entièrement sur le business plan fourni par le management et par conséquent le RN normatif peut être négatif.

➤ Multiples de trading

- Cette méthode est basée sur les comparables des banques françaises
- Les limites de cette méthode résultent du fait que les entités du projet Agrume ne sont pas comparables aux banques françaises cotées sur le marché: tailles très inférieures, marchés spécifiques...
- Par ailleurs, BNPP Martinique et BNPP Guadeloupe sont déficitaires de manière durable selon les BP fournis par BDFF. L'utilisation de multiples de profitabilité n'est donc pas pertinente.

➤ Multiples de transactions

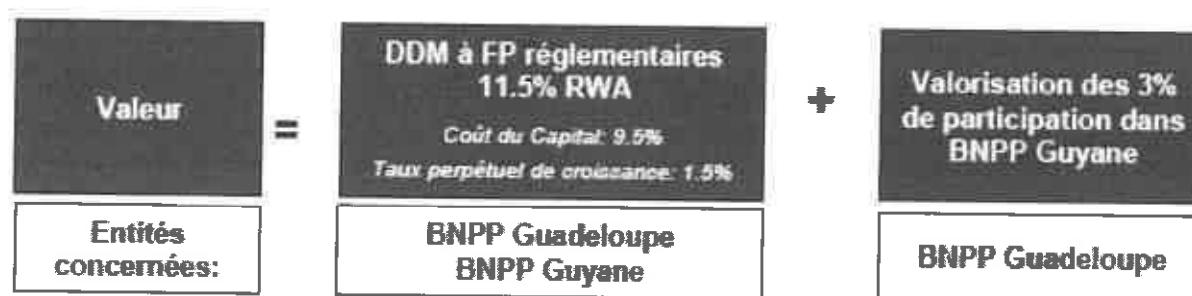
- Cette méthode est basée sur les opérations de fusions-acquisitions effectuées durant ces dernières années.
- Les limites de cette méthode proviennent des spécificités propres liées à chaque opération de fusions-acquisitions

B- METHODOLOGIE ET HYPOTHESES DE VALORISATION

Valorisation de BNPP Guadeloupe et BNPP Guyane :

➤ Il est précisé que

- Les valorisations de BNPP Guadeloupe et BNPP Guyane ont été effectuées sur la base d'un business plan incluant les synergies résultant notamment des plans de restructuration engagés
- Dans le cadre de la fusion, les valeurs retenues pour le calcul des parités et ratio d'échange prennent en compte les spécificités liées au projet Agrume et à ces entités.



Hypothèses de valorisation :

➤ **Fonds propres normatifs et réels**

- Les fonds propres normatifs sont définis à 11.5% de la moyenne des RWA fin de période de l'année n et de l'année n+1, en cohérence avec les attentes réglementaires.
- Les fonds propres réels 2015 IFRS sont hors participation de 3% dans BNPP Guyane pour BNPP Martinique et BNPP Guadeloupe et sont réduits des provisions sur portefeuilles affectables à chaque entité.
- Les provisions sur portefeuilles sont des provisions comptabilisées dans les comptes de BNPP SA et affectables spécifiquement à chaque entité. Elles sont basées sur une analyse statistique qui prend en compte les caractéristiques propres aux portefeuilles de chaque entité. Au 31/12/2015 (en K€), les provisions nettes d'impôts sur portefeuilles affectables à chaque entités sont:

BNPP Guadeloupe	8 548
BNPP Guyane	5 137
BNPP Martinique	7 701

➤ **Prise en compte des déficits reportables dans le BP**

- BNPP Guadeloupe bénéficie de déficit fiscaux reportables au titre de ses pertes passées.
- La consommation de ces déficits fiscaux reportables en fonction des BP fournis par BDDF est modélisée par ailleurs dans les résultats normatifs après impôts du BP.

Valorisation BNPP Martinique: le DDM non applicable, l'Actif Net Réévalué (ANR) utilisé comme modèle

➤ **Le DDM non applicable**

- La valorisation de BNPP Martinique basée sur un DDM nécessite un retraitement par rapport à la participation qu'elle détient de Canal+ Antilles car celle-ci est largement sous-évaluée dans les comptes de BNPP Martinique



- Retraitement à effectuer pour la valorisation de BNPP Martinique hors Canal+ Antilles :
 - Retraitement dans le BP du management reçu des dividendes liés à la participation de Canal+ Antilles
 - Retraitement des FP IFRS de BNPP Martinique de la valeur nette comptable (VNC) IFRS liée à Canal+ Antilles
 - Retraitement de la contribution de la participation aux RWA de Canal+ Antilles (pondération de 370% en Bales 3)
- Il n'est pas possible d'appliquer le modèle du DDM à un résultat net structurellement négatif
- Hors contribution de Canal+ Antilles au résultat, le compte de résultat de BNPP Martinique montre une perte annuelle sur toute la durée du BP

➤ L'ANR retenu

- La méthode de l'**actif net réévalué ou corrigé (ANR)** correspond à une réévaluation des données patrimoniales est la détermination de la juste valeur des différents actifs et passifs tout en excluant les non valeurs



- L'idée sous-jacente est de déterminer la valeur de BNPP Martinique en considérant que l'entité est mise en liquidation et ses actifs réévalués à leur juste valeur
- Le calcul de la valeur tangible des actifs nets hors Canal+ Antilles nécessite :
 - Retraitement des FP IFRS de BNPP Martinique de la VNC IFRS liée à Canal+ Antilles, du stock d'actifs d'impôt différé, des provisions sur portefeuilles et de la VNC associé au 3% de BNPP Guyane
 - Retraitement des intangibles de BNPP Martinique
- Le coût liquidatif a deux composantes :
 - Un coût de licenciement égal à 2.5 années de salaires de l'année 2016
 - Un coût de liquidation lié aux autres frais tels que l'arrêt des contrats IT, supports et autres égal à une année le montant des autres frais de gestion de l'année 2016

(Justificatif du passage des provisions induites par la valorisation de BNPP Guyane à 6,8 ME)

17

ANNEXE 4

(Extrait de la Comptabilité confirmant la Valeur Nette Comptable des titres de BNPP Guadeloupe, BNPP Guyane et BNPP Martinique dans les comptes de BNPP SA au 30/06/2016)

22	PTF_Code titre	28438_251	28438_6536	28438_226
	Code ISIN	FR0004033405	FR0004034809	FR0004033413
	ISIN+PTF+DEV	FR000403340_28438_EUR	FR000403480_28438_EUR	FR000403341_28438_EUR
	ISIN+PTF+DEV FINANCEMENT	FR000403340_28438_	FR000403480_28438_	FR000403341_28438_
	ISIN+PTF	FR000403340_28438	FR000403480_28438	FR000403341_28438
	Code dev de cotation	EUR	EUR	EUR
	Code titre	251	6536	226
	Libelle titre	BNP PARIBAS GUADELOUPE	BNP PARIBAS GUYANE	BNP PARIBAS MARTINIQUE
	Entités	BNPP - BNP PARIBAS SA	BNPP - BNP PARIBAS SA	BNPP - BNP PARIBAS SA
	F00 : Ouverture en BRUT CH	6 136 005,82	16 929 418,97	6 135 994,96
10	ECV	0,00	0,00	0,00
	F00 : Ouverture en BRUT CFM	6 136 005,82	16 929 418,97	6 135 994,96
	F40 : Souscription	43 019 200,00		7 006 720,00
	F20 : Acquisition			
	F75 : Remboursement			
	F30 : Cessions			
	F65 : Fusion TUP			
	D98 : Ecart de conversion sur titres financés par emprunt de devises	0	0	0
	D99 : Ecart de conversion sur titres financés par achat de devises	0	0	0
	F50 : Transfert interne			
VALEUR BRUTE	F70 : Flux Divers			
	Prêts			
	F99 : Clôture en BRUT CFM	49 155 205,82	16 929 418,97	13 142 714,96
	Ecart de convers.	0,00	0,00	0,00
	F99 : Clôture en BRUT CH	49 155 205,82	16 929 418,97	13 142 714,96
	Finan Type			
	CTRL BRUT avec CFM	6,00	0,00	0,00
	F00 : Ouverture en PROVISION CMH	6 136 005,82	0,00	1 435 994,96
	ECV	0,00	0,00	0,00
	F00 : Ouverture en PROVISION CFM	6 136 005,82	0,00	1 435 994,96
PROVISIONS FRENCH GAAP	F30 : Dotation	41 900 002,17	10 537 496,68	4 599 999,99
	F35 : Reprise			
	F40 : Utilisation			
	Ecart de conversion sur titres financés par emprunt de devises	0,00	0,00	0,00
	Ecart de conversion sur titres financés par achat de devises	0,00	0,00	0,00
	F45 : Transfert interne			
	F50 : Autres variations			
	F65 : Fusion TUP			
	F99 : Clôture en PROVISION	48 036 007,99	10 537 496,68	6 035 994,96

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 25-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R085710

N° GESTION : 1993B14851

N° SIREN : 393095757

DENOMINATION : BNP PARIBAS MARTINIQUE

ADRESSE : 1 BLD HAUSSMANN 75009 PARIS

DATE D'ACTE : 18-07-2016

TYPE D'ACTE : Rapport du commissaire aux apports

NATURE D'ACTE :

OLIVIER PERONNET

14 rue de Bassano
75116 Paris

AGNÈS PINIOT

15 rue d'Astorg
75008 Paris

BNP PARIBAS MARTINIQUE

Société anonyme
1 boulevard Haussmann
75009 Paris
RCS Paris n° 393 095 757

Rapport des commissaires aux apports
sur la valeur des apports
devant être effectués par BNP PARIBAS à
BNP PARIBAS MARTINIQUE

*Ordonnances de Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Paris
du 16 mars 2016*

**Rapport des commissaires aux apports sur la valeur apports
devant être effectués par BNP PARIBAS à
BNP PARIBAS MARTINIQUE**

Ordonnances de Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Paris
du 16 mars 2016

En exécution de la mission qui nous a été confiée par deux ordonnances de Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Paris en date du 16 mars 2016 concernant respectivement l'apport de titres BNP PARIBAS GUADELOUPE et l'apport de titres BNP PARIBAS GUYANE par la société BNP PARIBAS (ci-après désignés collectivement « les apports ») à la société BNP PARIBAS MARTINIQUE, nous avons établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu par l'article L 225-147 du Code de commerce.

La valeur des apports a été arrêtée dans le traité d'apport en nature signé le 27 juin 2016 par les représentants des sociétés concernées.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports augmentée de la prime d'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

À aucun moment, nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Nous aborderons successivement les points suivants :

1. Présentation de l'opération et description des apports
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports
3. Conclusion

1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

Il résulte notamment du traité d'apport en nature signé entre les parties le 27 juin 2016 les informations suivantes :

1.1 CONTEXTE DE L'OPÉRATION

L'opération envisagée s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation juridique et opérationnelle du groupe BNP PARIBAS en outre-mer. Elle se compose des opérations suivantes :

- apport par BNP PARIBAS à BNP PARIBAS MARTINIQUE des titres BNP PARIBAS GUADELOUPE qu'elle détient, soit 3.091.194 actions représentant 99,99% du capital social de cette société ;
- apport par BNP PARIBAS à BNP PARIBAS MARTINIQUE des titres BNP PARIBAS GUYANE qu'elle détient, soit 328.996 actions représentant 94,00% du capital social de cette société.

Ces apports seront suivis par la fusion-absorption de BNP PARIBAS GUADELOUPE et BNP PARIBAS GUYANE par BNP PARIBAS MARTINIQUE, qui regroupera ainsi l'ensemble des activités actuellement portées par les trois sociétés considérées.

Le capital des sociétés parties à l'opération étant détenu en totalité par le groupe BNP PARIBAS, les opérations envisagées s'analysent comme des restructurations internes, exclusives de tout intérêt tiers.

Dans ce cadre, nous avons été désignés commissaires aux apports, chargés d'apprécier la valeur des apports de titres BNP PARIBAS GUADELOUPE et BNP PARIBAS GUYANE, détenus par BNP PARIBAS, à BNP PARIBAS MARTINIQUE, sans avoir à nous prononcer sur leur rémunération.

1.2 PRÉSENTATION DES SOCIÉTÉS EN PRÉSENCE

1.2.1. BNP PARIBAS MARTINIQUE, société bénéficiaire

BNP PARIBAS MARTINIQUE est une société anonyme dont le siège social est situé 1 boulevard Haussmann à Paris (75009). Elle est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 393.095.757 depuis le 26 novembre 1993.

Selon les termes du traité d'apport en nature, le capital social de BNP PARIBAS MARTINIQUE s'élève à 13.446.720 euros, composé de 840.420 actions de 16 euros de valeur nominale chacune, toutes entièrement libérées et de même catégorie.

Préalablement aux apports et en vertu d'une décision de l'assemblée générale du 11 mai 2016, BNP PARIBAS MARTINIQUE procédera à une réduction de nominal de chacune des actions pour le ramener à 8 euros en contrepartie de la dotation d'une prime d'émission de 6.723.360 euros.

La date de clôture des comptes de la société est fixée au 31 décembre de chaque année.

BNP PARIBAS MARTINIQUE a pour objet selon les statuts :

« dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit ayant reçu l'agrément de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) en tant qu'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, de fournir ou d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger »

- tous services d'investissement conformément à l'agrément délivré par l'ACP,
- tous services connexes aux services d'investissement,
- toutes opérations de banque,
- toutes opérations connexes aux opérations de banque,
- toutes prises de participations,

au sens du Livre III, Titre 1er relatif aux opérations de banque et Titre II relatif aux services d'investissement et leurs services connexes, du Code monétaire et financier.

BNP PARIBAS MARTINIQUE peut également à titre habituel, dans les conditions définies par la réglementation bancaire, exercer toute autre activité ou effectuer toutes autres opérations que celles visées ci-dessus et notamment toutes opérations d'arbitrage, de courtage et de commission et en particulier de courtage en assurances.

D'une façon générale, BNP PARIBAS MARTINIQUE peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement. ».

1.2.2. BNP Paribas, société apporteuse

BNP PARIBAS est une société anonyme dont le siège social est situé 16 boulevard des Italiens à Paris (75009). Elle est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 662.042.449 depuis le 23 septembre 1966.

À la date de signature du traité d'apport en nature, le capital social de BNP PARIBAS s'élève à 2.492.770.306 euros composé de 1.246.385.153 actions de 2 euros de valeur nominale chacune, toutes entièrement libérées et de même catégorie.

La date de clôture des comptes de la société est fixée au 31 décembre de chaque année.

BNP PARIBAS a pour objet selon les statuts :

« dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit ayant reçu l'agrément du Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement en tant qu'établissement de crédit, de fournir ou d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger » :

- tous services d'investissement,
- tous services connexes aux services d'investissement,
- toutes opérations de banque,
- toutes opérations connexes aux opérations de banque,
- toutes prises de participations,

au sens du Livre III, Titre 1er relatif aux opérations de banque et Titre II relatif aux services d'investissement et leurs services connexes, du Code monétaire et financier.

BNP Paribas peut également à titre habituel, dans les conditions définies par la réglementation bancaire, exercer toute autre activité ou effectuer toutes autres opérations que celles visées ci-dessus et notamment toutes opérations d'arbitrage, de courtage et de commission.

D'une façon générale, BNP Paribas peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement. ».

1.2.3. Sociétés dont les titres sont apportés

1.2.3.1 BNP PARIBAS GUADELOUPE

BNP PARIBAS GUADELOUPE est une société anonyme, dont le siège social est situé 1 boulevard Haussmann à Paris (75009). Elle est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 395.059.447 depuis le 20 mai 1994.

Son capital social s'établit à 49.459.200 euros divisé en 3.091.200 actions de 16 euros de valeur nominale chacune, toutes entièrement libérées et de même catégorie.

La date de clôture des comptes de la société est fixée au 31 décembre de chaque année.

La société a pour objet selon les statuts :

« dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit ayant reçu l'agrément de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) en tant qu'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, de fournir ou d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- tous services d'investissement conformément à l'agrément délivré par l'ACP,
- tous services connexes aux services d'investissement,
- toutes opérations de banque,
- toutes opérations connexes aux opérations de banque,
- toutes prises de participations.

au sens du Livre III, Titre 1er relatif aux opérations de banque et Titre II relatif aux services d'investissement et leurs services connexes, du Code monétaire et financier.

BNP PARIBAS GUADELOUPE peut également à titre habituel, dans les conditions définies par la réglementation bancaire, exercer toute autre activité ou effectuer toutes autres opérations que celles visées ci-dessus et notamment toutes opérations d'arbitrage, de courtage et de commission, et en particulier de courtage en assurances.

D'une façon générale, BNP PARIBAS GUADELOUPE peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement. ».

BNP PARIBAS GUADELOUPE est filiale à 99,99% de BNP PARIBAS, le solde du capital étant détenu par d'autres sociétés du groupe BNP PARIBAS.

1.2.3.2 BNP PARIBAS GUYANE

BNP PARIBAS GUYANE est une société anonyme dont le siège social est situé au 2, place Victor Schœlcher à Cayenne (97 300), identifiée sous le numéro unique 303.195.432 RCS Cayenne.

Son capital social s'établit à 5.600.000 euros, divisé en 350.000 parts sociales d'une valeur nominale de 16 euros chacune, entièrement souscrites, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

La date de clôture des comptes de la société est fixée au 31 décembre de chaque année.

La société a pour objet selon ses statuts :

« dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit ayant reçu l'agrément de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) en tant qu'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, de fournir ou d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- *tous services d'investissement conformément à l'agrément délivré par l'ACP,*
- *tous services connexes aux services d'investissement,*
- *toutes opérations de banque,*
- *toutes opérations connexes aux opérations de banque,*
- *toutes prises de participations.*

au sens du Livre III, Titre 1er relatif aux opérations de banque et Titre II relatif aux services d'investissement et leurs services connexes, du Code monétaire et financier.

BNP PARIBAS GUYANE peut également à titre habituel, dans les conditions définies par la réglementation bancaire, exercer toute autre activité ou effectuer toutes autres opérations que

celles visées ci-dessus et notamment toutes opérations d'arbitrage, de courtage et de commission, et en particulier de courtage en assurances.

D'une façon générale, BNP PARIBAS GUYANE peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement. ».

BNP PARIBAS GUYANE est filiale à 94% de BNP PARIBAS, les sociétés BNP PARIBAS MARTINIQUE et BNP PARIBAS GUADELOUPE détenant à parts égales le solde du capital, soit 3% chacune.

1.2.4. Liens en capital entre les sociétés concernées par l'opération

La société bénéficiaire du présent apport, BNP PARIBAS MARTINIQUE, est une filiale à 99,99% de la société apporteuse, BNP PARIBAS.

Le capital des sociétés dont les titres sont apportés est intégralement détenu de façon directe ou indirecte par BNP PARIBAS.

1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

1.3.1 Caractéristiques essentielles des apports

Le traité d'apport en nature en date du 27 juin 2016, auquel il convient de se reporter, précise de façon détaillée les modalités de l'opération. Ces modalités peuvent être résumées comme suit :

Régime juridique

La présente opération est réalisée sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples.

Date d'effet de l'opération

L'opération aura un effet comptable immédiat à sa date de réalisation, étant précisé que cette date ne pourra pas être postérieure au 30 septembre 2016, date fixée pour la levée des conditions suspensives.

Sur le plan fiscal, l'opération prendra effet le 1^{er} janvier 2016.

Régime fiscal

L'opération est placée sous le régime fiscal de faveur prévu aux articles 210 A et 210 B du CGI et soumise à un droit fixe en matière de droits d'enregistrement.

1.3.2 Présentation et évaluation des apports

Les apports consistent en la pleine propriété de (i) 3.091.194 actions de la société BNP PARIBAS GUADELOUPE (99,99% du capital), et (ii) 328.996 actions de la société BNP PARIBAS GUYANE (94% du capital).

En application du règlement de l'ANC n° 2014-03, s'agissant de l'apport de titres transférant le contrôle de filiales réalisé entre sociétés sous contrôle commun, les apports seront réalisés pour leur valeur nette comptable telle qu'elle est inscrite dans les livres de la société apporteuse :

	Valeur brute	Provisions	Valeur nette comptable
328.996 actions BNP Paribas Guyane	16.929.419 €	10.537.497 €	6.391.922 €
3.091.194 actions BNP Paribas Guadeloupe	49.155.206 €	48.036.008 €	1.119.198 €
Total actif net apporté			7.511.120 €

1.3.3 Rémunération des apports

Les parties ont fixé la rémunération des apports par comparaison des valeurs réelles, d'une part, des titres de BNP PARIBAS GUADELOUPE et de BNP PARIBAS GUYANE apportés et, d'autre part, de la société bénéficiaire.

Sur ces bases, BNP PARIBAS MARTINIQUE émettra en rémunération des apports 888.245 actions, d'une valeur nominale de 8 euros, soit une augmentation de capital de 7.105.960 euros qui se décompose en :

- 755.891 actions en rémunération des 328.996 titres BNP PARIBAS GUYANE apportés, soit une augmentation de capital d'un montant de 6.047.128 euros ;
- 132.354 actions en rémunération des 3.091.194 titres BNP PARIBAS GUADELOUPE apportés, soit une augmentation de capital d'un montant de 1.058.832 euros.

Les actions nouvelles BNP PARIBAS MARTINIQUE porteront jouissance à la date d'effet de l'opération. Elles jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toutes retenues d'impôt, en sorte que tous les titres de même nature, sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette, lors de toute répartition ou de tout remboursement effectué pendant la durée de la société bénéficiaire ou lors de sa liquidation.

La différence entre :

- la valeur des apports, soit 7.511.120 euros,
- et le montant de l'augmentation de capital de BNP PARIBAS MARTINIQUE, soit 7.105.960 euros,

constituera une prime d'apport d'un montant global de 405.160 euros qui sera inscrite au passif du bilan de BNP PARIBAS MARTINIQUE et sur laquelle porteront les droits de tous les actionnaires anciens et nouveaux.

1.3.4 Conditions suspensives

Sur la base du traité d'apport en nature du 27 juin 2016, les apports sont soumis à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- l'établissement d'un rapport des commissaires aux apports comportant l'appréciation de la valeur des apports conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce ;
- la réalisation définitive de l'opération préalable de réduction de capital de BNP PARIBAS MARTINIQUE d'un montant de 6.723.360 euros par réduction de la valeur nominale de chaque action de 16 euros à 8 euros en contrepartie de la dotation d'une prime d'émission de 6.723.360 euros ;
- l'approbation par l'assemblée générale de la bénéficiaire (i) des apports selon les termes et conditions prévus par le traité et (ii) de l'augmentation de capital en résultant.

Les conditions suspensives devront être réalisées au plus tard le 30 septembre 2016. A défaut, le traité d'apport sera considéré de plein droit comme nul et non avenu.

2. DILIGENCES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1 DILIGENCES MISES EN ŒUVRE PAR LES COMMISSAIRES AUX APPORTS

Notre mission a pour objet d'éclairer les actionnaires de la société BNP PARIBAS MARTINIQUE sur la valeur des apports effectués par la société apporteuse. En conséquence, elle ne relève pas d'une mission d'audit ou d'une mission d'examen limité. Elle n'implique pas non plus la validation du régime fiscal applicable à l'opération.

Elle ne saurait être assimilée à une mission de « *due diligence* » effectuée pour un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Notre rapport ne peut donc pas être utilisé dans ce contexte.

Notre opinion est exprimée à la date du présent rapport qui constitue la fin de notre mission. Il ne nous appartient pas d'assurer un suivi des événements postérieurs survenus éventuellement entre la date du rapport et la date de décision des actionnaires de la société bénéficiaire amenés à se prononcer sur l'opération d'apport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission pour :

- contrôler la réalité et la propriété des actifs apportés et apprécier l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété ;
- vérifier les valeurs individuelles des apports, les dépréciations et passifs y afférents ;
- vérifier que la valeur réelle des apports pris dans leur ensemble est au moins égale à la valeur des apports proposée dans le projet de traité d'apport ;
- nous assurer, jusqu'à la date de ce rapport, de l'absence de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports.

En particulier, nous avons réalisé les diligences suivantes :

- prise de connaissance de l'opération proposée et du contexte juridique, économique, fiscal et financier dans lequel elle se situe ;
- réunions avec les personnes en charge de l'opération sur les aspects financiers, comptables et juridiques ;
- examen du traité d'apport en nature et de ses annexes ;
- revue de la documentation juridique générale mise à notre disposition ;
- contrôle de la réalité, de la propriété et de la libre transférabilité des titres apportés ;

- vérification du respect de la réglementation comptable en vigueur en matière de valorisation des apports ;
- prise de connaissance des derniers comptes annuels au 31 décembre 2015 des sociétés BNP PARIBAS GUYANE et BNP PARIBAS GUADELOUPE qui ont fait l'objet d'une certification pure et simple par les commissaires aux comptes ;
- revue des plans d'affaires de BNP PARIBAS GUYANE et BNP PARIBAS GUADELOUPE, couvrant la période 2016 à 2020, après impact des synergies liées aux restructurations déjà engagées et de celles liées à l'opération, établis par le *management* de BNP PARIBAS, cette revue ayant été réalisée en relation avec les responsables en charge de la gestion opérationnelle des deux sociétés, afin d'apprécier la pertinence des hypothèses structurantes retenues ;
- vérification de la pertinence des méthodes d'évaluation retenues par BNP PARIBAS au regard notamment de l'activité des sociétés dont les titres sont apportés, de leurs caractéristiques et du contexte de l'opération ;
- revue de la méthode d'évaluation intrinsèque de BNP PARIBAS GUYANE et de BNP PARIBAS GUADELOUPE mise en œuvre par les parties, fondée sur l'actualisation des *cash flows* libres futurs dégagés par l'exploitation, et analyses de sensibilité y afférentes ;
- à titre de recoupement, et lorsque cela était possible, mise en œuvre d'une évaluation par des méthodes analogiques, sur la base des références transmises par le *management* de BNP PARIBAS et de celles issues de nos propres bases de données sectorielles et financières ;
- obtention d'une lettre d'affirmation nous confirmant les éléments significatifs utilisés dans le cadre de notre mission.

2.2 APPRÉCIATION DE LA MÉTHODE DE VALORISATION DES APPORTS AU REGARD DE LA RÉGLEMENTATION COMPTABLE

Les titres apportés sont représentatifs du contrôle des sociétés BNP PARIBAS GUYANE et de BNP PARIBAS GUADELOUPE au sens du paragraphe 1002 du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999. En conséquence, chaque apport de titres est assimilable à un apport partiel d'actif constituant une branche d'activité et entre dans le champ d'application du chapitre 1, titre VII « Comptabilisation et évaluation des opérations de fusions et opérations assimilées » du règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014.

Dès lors, s'agissant d'apports de titres transférant le contrôle de filiales entre deux sociétés sous contrôle commun, le choix de la valeur nette comptable pour transcrire les présents apports est conforme aux dispositions du règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées, abrogé et repris aux articles 710-1 et 743-1 du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables.

La valorisation d'apports de titres à leur valeur nette comptable, telle qu'elle ressort des comptes de la société apporteuse, est conforme à la réglementation et n'appelle donc pas de commentaire de notre part.

2.3 RÉALITÉ DES APPORTS

L'examen du registre des mouvements de titres des sociétés dont les titres sont apportés n'a pas fait ressortir d'élément de nature à remettre en cause la propriété des titres apportés, ni leur libre transférabilité, comme cela nous a par ailleurs été confirmé par BNP PARIBAS.

2.4 APPRÉCIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

S'agissant d'une opération d'apports de titres, l'analyse de la valeur individuelle des apports est équivalente à celle de la valeur de chacune des deux lignes de titres apportés.

Au cas d'espèce, chacune des deux lignes de titres apportés faisant l'objet d'une dépréciation, la valeur nette comptable retenue comme référence pour les apports correspond à la valeur réelle.

2.4.1 Méthode d'évaluation intrinsèque : actualisation des flux prévisionnels de dividende

Les parties ont évalué les apports selon une méthode d'évaluation intrinsèque fondée sur l'actualisation des *cash flows* libres futurs dégagés par l'exploitation, après prise en compte des besoins de constitution des fonds propres réglementaires.

Cette approche apparaît pertinente et adaptée tant au contexte qu'aux sociétés évaluées.

La mise en œuvre de ce critère n'appelle pas de remarque spécifique de notre part et les tests de sensibilité réalisés par nos soins ne remettent pas en cause les valeurs des apports proposées.

2.4.2 Méthode d'évaluation analogique : multiples boursiers

De manière alternative, nous avons mis en œuvre une approche analogique fondée sur les multiples de sociétés cotées comparables.

Conformément aux pratiques sectorielles, nous avons examiné :

- les multiples de résultat net pour BNP PARIBAS GUYANE ;
- les multiples de fonds propres pour BNP PARIBAS GUYANE et BNP PARIBAS GUADELOUPE.

Les résultats de ces approches d'évaluation réalisées à titre de recoupement ne remettent pas davantage en cause les valeurs d'apport proposées et confortent les valeurs attribuées aux titres BNP PARIBAS GUYANE et BNP PARIBAS GUADELOUPE.

Concernant BNP PARIBAS GUADELOUPE, le critère du multiple du résultat net n'a pas pu être mis en œuvre en l'absence de bénéfice avant 2017, étant toutefois observé que la situation déficitaire actuelle est appréhendée dans le critère de la valeur intrinsèque examiné supra et que, pour l'essentiel, la valeur d'apport résulte d'une recapitalisation de la société intervenue en mai 2016, et non de l'extériorisation d'une valeur d'entreprise.

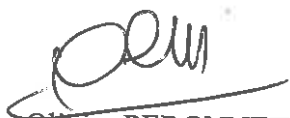
A l'issue de nos travaux nous n'avons pas d'autres commentaires à formuler et nous n'avons pas identifié d'élément de nature à remettre en cause la valeur des apports.

3. CONCLUSION

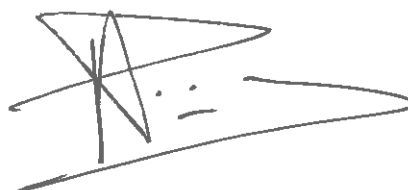
Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur globale des apports retenue s'élevant à 7.511.120 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, qu'elle est au moins égale au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports majorée de la prime d'apport.

Fait à Paris, le 18 juillet 2016

Les Commissaires aux apports



Olivier PERONNET



Agnès PINIOT

Membres de la Compagnie Régionale de Paris

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 25-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R085710

N° GESTION : 1993B14851

N° SIREN : 393095757

DENOMINATION : BNP PARIBAS MARTINIQUE

ADRESSE : 1 BLD HAUSSMANN 75009 PARIS

DATE D'ACTE : 27-07-2016

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

BNP PARIBAS MARTINIQUE

*Certifiés Conformes
à l'original*


SOCIETE ANONYME au CAPITAL de 13.829.320 euros

SIEGE SOCIAL
1, Bld Haussmann 75009 PARIS

393 095 757 RCS Paris

STATUTS

Mis à jour au 27 juillet 2016



TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME - DENOMINATION

La Société dénommée BNP PARIBAS MARTINIQUE est une société de forme anonyme agréée en qualité de banque et de prestataire de services d'investissement en application des dispositions du Code monétaire et financier (Livre V, Titres 1^{er} et III) sous réserve des dispositions d'adaptation spécifiques à la Martinique.

Outre les règles particulières liées à son statut de banque et de prestataire de services d'investissement, la Société est régie par les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

BNP PARIBAS MARTINIQUE a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit ayant reçu l'agrément de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) en tant qu'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, de fournir ou d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- . tous services d'investissement conformément à l'agrément délivré par l'ACP,
- . tous services connexes aux services d'investissement,
- . toutes opérations de banque,
- . toutes opérations connexes aux opérations de banque,
- . toutes prises de participations.

au sens du Livre III, Titre 1^{er} relatif aux opérations de banque et Titre II relatif aux services d'investissement et leurs services connexes, du Code monétaire et financier.

BNP PARIBAS MARTINIQUE peut également à titre habituel, dans les conditions définies par la réglementation bancaire, exercer toute autre activité ou effectuer toutes autres opérations que celles visées ci-dessus et notamment toutes opérations d'arbitrage, de courtage et de commission et en particulier de courtage en assurances.

D'une façon générale, BNP PARIBAS MARTINIQUE peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est établi à PARIS 9^{ème} arrondissement, 1 boulevard Haussmann.

Il peut être transféré en tout autre endroit du département ou d'un département limitrophe par décision du Conseil d'administration sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée générale ordinaire et en tout autre lieu, en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire.

En cas de transfert décidé par le Conseil d'administration, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, soit le 26 novembre 1993, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'administration doit provoquer une réunion de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 5 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 13.829.320 euros ; il est divisé en 1.728.665 actions de 8 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées

ARTICLE 6 - FORME DES ACTIONS

Les actions entièrement libérées sont de forme nominative, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les actions sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

ARTICLE 7 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1. La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte.
2. Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, ainsi que dans le cas de cession entre actionnaires ou au profit de sociétés détenues directement ou indirectement à 50 % au moins par une société mère ou au profit de la société mère elle-même, la transmission d'actions à un tiers étranger à la Société, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément du Conseil d'administration statuant dans les conditions décrites ci-après :

Le cédant doit adresser à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extra judiciaire une demande d'agrément indiquant les coordonnées du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

La décision est prise par le Conseil d'administration à la majorité des deux tiers des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est membre dudit Conseil ne prenant pas part au vote. Elle n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément du cessionnaire proposé, le transfert est régularisé au profit du ou desdits cessionnaires sur présentation des pièces justificatives, lesquelles devront être remises dans le mois qui suit la notification de la décision du Conseil d'administration, faute de quoi un nouvel agrément serait nécessaire.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le Conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit par la Société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du cédant. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du second délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément du cessionnaire initial est réputé acquis. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

3. Cette procédure d'agrément est applicable à toutes les hypothèses de transmission de la pleine propriété, de la nue propriété ou de l'usufruit des actions à un tiers et notamment, sans que cette liste soit limitative :

- Dans tous les cas de cession à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de justice ou autrement.
- En cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission et opérations assimilées.
- A la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices.
- En cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.
- A toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société.
- A toute sûreté portant sur les actions.

ARTICLE 8 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation à une part égale à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre de titres pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou à la suite d'une augmentation ou d'une réduction de capital, qu'elles qu'en soient les modalités, d'une fusion ou de toute autre opération, les propriétaires de titres en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer leurs droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et le cas échéant, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de droits formant rompus nécessaires.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 9 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de neuf membres au plus, nommés par l'Assemblée générale des actionnaires.

La durée de leurs fonctions est de six années.

Lorsqu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur un administrateur est nommé en remplacement d'un autre, il n'exerce ses fonctions que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les administrateurs sont toujours rééligibles, sous réserve des dispositions légales relatives notamment à leur âge.

ARTICLE 10 - ORGANISATION DU CONSEIL

Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un Président. Il fixe la durée de ses fonctions, laquelle ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est révocable à tout moment.

Le Président du Conseil d'administration est toujours rééligible.

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut désigner un ou plusieurs Vice-Présidents.

ARTICLE 11 – REUNIONS ET DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président. Toutefois, le tiers au moins des administrateurs peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé, même si la dernière réunion date de moins de deux mois. Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Les réunions du Conseil d'administration ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par tout moyen, y compris électronique, et même verbalement.

Le Conseil peut toujours valablement délibérer, même en l'absence de convocation, si tous ses membres sont présents ou représentés.

Les réunions du Conseil d'administration sont présidées par le Président, un administrateur proposé par le Président pour ce faire, ou à défaut par l'administrateur le plus âgé.

Le Président désigne le secrétaire du Conseil qui peut être choisi en dehors de ses membres.

Tout administrateur empêché d'assister à une réunion peut mandater, par écrit, y compris par courrier électronique, un de ses collègues à l'effet de le représenter, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues et chaque pouvoir ne peut être donné que pour une réunion déterminée du Conseil.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Des membres de la direction peuvent assister, avec voix consultative, aux réunions du Conseil à la demande du Président.

Deux membres du comité d'entreprise délégués par ce dernier, dont un représentant les cadres et l'autre les techniciens de Métiers de la banque, assistent avec voix consultative aux séances du Conseil dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés ; en cas de partage des voix, celle du Président de la séance est prépondérante, sauf lorsqu'il s'agit de la proposition de la nomination du Président du Conseil d'administration.

Tout administrateur pourra assister et participer au Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son autorisation. Ces administrateurs sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, établi conformément à la législation en vigueur et signés par le Président de séance, ainsi que par l'un des membres du Conseil ayant pris part à la délibération.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, le Directeur Général, les Directeurs généraux délégués ou l'un des fondés de pouvoirs spécialement habilité à cet effet.

ARTICLE 12 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

L'Assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence dans les conditions prévues par la loi.

Le Conseil répartit librement entre ses membres le montant de ces jetons de présence.

Le Conseil peut aussi allouer des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur. Il peut aussi autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement et des dépenses engagées par les administrateurs dans l'intérêt de la Société.

TITRE IV

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, DU PRESIDENT ET DE LA DIRECTION GENERALE

ARTICLE 13 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration reçoit du Président ou du Directeur Général de la Société tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Les décisions du Conseil d'administration sont exécutées, soit par le Président, le Directeur Général ou les Directeurs Généraux délégués, soit par tout délégué spécial que le Conseil désigne.

Sur proposition de son Président, le Conseil d'administration peut décider la création de comités chargés de missions spécifiques.

ARTICLE 14 - PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – FONCTIONS

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration, dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

La rémunération du Président est fixée librement par le Conseil d'administration.

Le Président est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de 65 ans.

ARTICLE 15 - ORGANISATION DE LA DIRECTION GENERALE

Au choix du Conseil d'administration, la Direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil et portant le titre de Directeur Général.

Ce choix est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Dans l'hypothèse où le Conseil déciderait que la Direction générale est assurée par le Président du Conseil d'administration, les dispositions des présents statuts relatives au Directeur Général s'appliqueront au Président du Conseil d'administration qui prendra dans ce cas le titre de Président Directeur Général. Il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de 65 ans.

ARTICLE 16 - DIRECTEUR GENERAL – FONCTIONS

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Directeur Général est responsable de l'organisation et des procédures de contrôle interne et de l'ensemble des informations requises par la loi au titre du rapport sur le contrôle interne.

Le Conseil d'administration peut limiter les pouvoirs du Directeur Général, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

Le Directeur Général a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs, de façon temporaire ou permanente, autant de mandataires qu'il avisera, avec ou sans la faculté de substituer.

La rémunération du Directeur Général est fixée librement par le Conseil d'administration.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions du Président du Conseil d'administration.

Lorsque le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Les fonctions du Directeur Général prennent fin au plus tard à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il atteint l'âge de 65 ans.

ARTICLE 17 - DIRECTEUR GENERAL DELEGUE – FONCTIONS

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'administration peut nommer, dans les limites légales, une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général délégué.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux délégués. Ces derniers disposent toutefois à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

Les rémunérations des Directeurs Généraux délégués sont fixées librement par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur Général.

Les Directeurs Généraux délégués sont révocables à tout moment, sur proposition du Directeur Général, par le Conseil. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsqu'un Directeur Général délégué est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Les fonctions des Directeurs Généraux délégués prennent fin au plus tard à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel ils atteignent l'âge de 65 ans.

TITRE V

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 18 - CONVOCATIONS – PARTICIPATIONS

Les Assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration et délibèrent dans les conditions prévues par le Code de commerce.

Les Assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Les convocations sont adressées à chaque actionnaire par lettre simple. Les actions de la Société étant toutes nominatives, les convocations pourront, en lieu et place d'un envoi postal, être transmises à chaque actionnaire par un moyen électronique de télécommunication dans les conditions prévues par le Code de commerce.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour sont envoyées par l'actionnaire à la Société dans les délais et conditions prévus par le Code de commerce.

Les Assemblées générales sont présidées par le Président du conseil d'administration ou, à défaut, par un administrateur désigné à cet effet par l'Assemblée.

Tout actionnaire a le droit, sur justification de son identité, de participer aux Assemblées générales en y assistant personnellement, en retournant un bulletin de vote par correspondance ou en s'y faisant représenter conformément à la législation en vigueur. Cette participation est subordonnée à l'inscription des titres au nom de l'actionnaire dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société dans les délais et conditions prévus par la réglementation en vigueur.

Pour le calcul du quorum, il est tenu compte des formulaires de vote par correspondance dûment complétés et reçus par la Société trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Tout actionnaire pourra également, si le Conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, participer à l'Assemblée par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation. Le cas échéant, cette décision est communiquée dans la convocation à ladite Assemblée générale.

Dans toutes les Assemblées générales, le droit de vote attaché aux actions comportant un droit d'usufruit est exercé par l'usufruitier.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur.

L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'administration ou le directeur général s'il est administrateur ou encore par le secrétaire de l'Assemblée.

TITRE VI

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée générale des actionnaires désigne, dans les conditions fixées par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'approbation des comptes du sixième exercice.

TITRE VII

COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 20- EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 21 - DOCUMENTS COMPTABLES

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration établit les comptes annuels ainsi qu'un rapport de gestion écrit sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé, contenant les mentions prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée générale a la faculté de prélever toutes sommes pour les affecter à la dotation de toutes réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

L'Assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée générale a la faculté, conformément aux dispositions de l'article L. 232-18 du Code de commerce, d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION – CONTESTATIONS

ARTICLE 23 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

En cas de dissolution de BNP PARIBAS MARTINIQUE, les actionnaires déterminent le mode de liquidation, nomment les liquidateurs sur la proposition du Conseil d'administration et, généralement, assument toutes les fonctions dévolues à l'Assemblée générale des actionnaires d'une société anonyme pendant le cours de la liquidation et jusqu'à sa clôture.

Les fonctions de Liquidateur ne donneront pas lieu à rémunération.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.